

04 mar 2005 -16:00

## Conseil des Ministres du 4 mars 2005

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 4 mars, à partir de 12h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 4 mars, à partir de 12h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a qualifié d'historiques les réformes socio-économiques décidées par le Conseil des Ministres. Il s'agit principalement de la modification en matière d'impôt sur les sociétés, par laquelle un avantage fiscal est accordé sur les capitaux propres investis par une société, avantage aussi important que celui qui est accordé au capital emprunté. Un système spécial est réservé aux PME, qui peuvent en effet choisir entre les intérêts notionnels majorés (+ 0,5 %) ou bien la réserve d'intérêts. Il est évident qu'on ne cumule pas les systèmes. Par ailleurs, le manque à gagner pour l'Etat (un peu moins de 500 millions d'euros) sera compensé par l'augmentation des activités et des emplois. Le système est applicable à l'ensemble des entreprises, à souligné le Premier Ministre. Pour ce qui est des titres au porteur, le Ministre des Finances a confirmé qu'à partir du 1er janvier 2008, ces titres "papier" ne seront plus émis. Le Premier Ministre a aussi mis l'accent sur la double mesure pour encourager la recherche scientifique, à savoir l'augmentation de 50 à 65 % du pourcentage du précompte professionnel qui ne doit pas être versé au Trésor, d'une part par les institutions scientifiques et, d'autre part, par les entreprises privées qui concluent une convention avec ces institutions. Guy Verhofstadt a par ailleurs annoncé qu'une première analyse du document provisoire du comité de gestion de l'INAMI fait apparaître que l'effort à réaliser, pour 2004, pour atteindre l'équilibre budgétaire de la sécurité sociale se limiterait entre 200 et 300 millions d'euros. C'est sur cette base que se fera le contrôle budgétaire, qui ne commencera que lorsque les chiffres définitifs en matière de soins de santé pour le premier trimestre auront été communiqués. Cette communication est prévue pour le 9 avril. Le contrôle budgétaire doit donc avoir lieu les mardi 12 et mercredi 13 avril. Le Conseil des Ministres a donné mandat au Ministre de la Santé publique pour aboutir à un accord avec le secteur non-marchand. La négociation doit tenir compte que deux tiers des moyens supplémentaires doivent être consacrés aux emplois et un tiers à l'amélioration du statut dans ce secteur, sans tomber dans des mesures excessives. Le Premier Ministre a aussi souligné la réforme de la loi sur les armes, approuvée en première lecture et transmise au Conseil d'Etat.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale  
Communication externe  
Rue de la Loi 16  
1000 Bruxelles  
Belgique  
+32 2 501 02 11  
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael  
Service Rédaction (FR)  
+32 2 287 41 92  
+32 477 59 14 37  
[christophe.springael@premier.fed.be](mailto:christophe.springael@premier.fed.be)

Thomas Ferri  
Service Rédaction (NL)  
+32 2 287 41 42  
+32 471 67 07 73  
[thomas.ferri@premier.fed.be](mailto:thomas.ferri@premier.fed.be)